

pour gagner l'Argentine en 1948. Quant à Fouéré, qui est resté à Rennes en 1944, a été emprisonné puis relâché, il préfère gagner le Pays de Galles avant son procès.

Sortant du cadre étroit de la Bretagne, Sébastien Carney a bien replacé dans le contexte de l'époque les itinéraires des quatre principaux chefs du deuxième *Emsav* qui ont longtemps survécu à la guerre, mais le rôle de F. Debauvais, et dans un autre domaine de Roparz Hemon, a été quelque peu minoré. L'auteur a non seulement décrypté des biographies mais il apporte une importante contribution à l'histoire politique et surtout intellectuelle et culturelle du nationalisme breton en le réinsérant dans le cadre français et européen. Prolongeant les travaux de Bertrand Frélaut, Alain Déniel, Michel Nicolas et d'autres, il renouvelle et affine nos connaissances de ce petit milieu militant – il faut le rappeler ignoré ou rejeté par la grande masse des Bretons –, loin des polémiques outrancières qui resurgissent périodiquement. On peut émettre quelques réserves sur les explications psychologiques du comportement de chacun de ces individus mais, avec l'Université de Bretagne occidentale, la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne peut s'enorgueillir d'avoir soutenu la publication de cette thèse aux Presses universitaires de Rennes.

Christian BOUGEARD

Jean-Yves GUIOMAR, *Peuple, région, nation*, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, coll. « Lire/Relire », 2015, 311 p.

Du fait de sa contribution à la réflexion sur la question bretonne et la construction de l'idéologie nationale aux XVIII^e et XIX^e siècles, le Centre de recherche bretonne et celtique a eu l'excellente idée de réunir en un volume une série de textes – dix-sept – que Jean-Yves Guiomar a publiés de 1970 à 2005. L'ensemble est précédé d'une présentation qu'il a rédigée lui-même et qui s'apparente à un exercice d'*ego*-histoire, dans lequel il retrace les étapes de l'éveil de son intérêt pour la question bretonne à partir des années 1960 puis finalement, au prix d'une certain « désenchantement », de son dépassement, ce qui l'a conduit à publier des ouvrages qui ont fait date comme *Les Bretons et le socialisme* (Paris, Maspero, 1972 et 1978), *L'idéologie nationale* (Paris, Éd. Champ Libre, 1974, nouvelle édition en 2009, Bécherel, Éd. Les Perséides), *Le bretonisme : les historiens bretons au XIX^e siècle* (Rennes, Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, 1987). Les textes publiés dans le présent ouvrage sont de longueur variable et de natures diverses : on y trouve des articles de revues (*La Taupe bretonne*, *Annales historiques de la Révolution française*, *Sciences politiques*, *Le Mouvement social*), des contributions à des ouvrages collectifs (dont celle sur le *Barzaz Breiz* dans *Les Lieux de mémoire* sous la direction de Pierre Nora), à des livres de Mélanges (Denise Delouche, Michel Denis), des communications dans des colloques (« La Bretagne, une province à l'aube de la Révolution », « Les Bleus de Bretagne », « Nos ancêtres les Gaulois », « Langages de la Révolution française »),

dans des séminaires (« La Bretagne linguistique »), dans des journées de préparation aux concours de l'enseignement. Le classement, d'ordre thématique-chronologique, restitue l'évolution d'une pensée qui part d'une réflexion sur la Bretagne pour aboutir à des considérations plus larges sur les notions de patrie, de nation, de peuple, de révolte. Il y a des répétitions entre quelques textes, mais cela n'enlève rien à l'intérêt du recueil, d'autant que les articles sont accompagnés de notes qui visent le plus souvent – ce qui dénote un grand souci d'honnêteté intellectuelle – à préciser le propos ou à le nuancer, à suggérer des travaux à mener, comme celui sur la famille de Rohan.

Il ne peut être question dans ce compte rendu de restituer toutes les nuances d'une réflexion qui s'appuie sur une solide connaissance, non seulement de la pensée européenne aux XVIII^e et XIX^e siècles, des évolutions politiques, mais aussi de tous les cercles érudits qui ont pu exister, notamment à Paris et en Bretagne à cette période. On présentera ici à grands traits la thèse qui est défendue par J.-Y. Guiomar. Celui-ci soutient l'idée que le XVIII^e siècle, siècle considéré traditionnellement comme celui de la raison, du droit naturel et de l'universalisme, aurait posé également les fondements des histoires nationales et particularistes. L'analyse n'est pas totalement originale et a déjà été formulée par des chercheurs comme Anne-Marie Thiesse. Là où J.-Y. Guiomar innove, c'est en s'intéressant plus particulièrement à la Révolution française. Celle-ci se découperait, selon lui, en deux phases. Aux années 1789-1794 marquées par la lutte pour la justice sociale et l'égalité politique, aurait succédé une période, après l'exécution de Robespierre, qualifiée de « girondine », où le culturel aurait repris le dessus, ce qui aurait permis l'affirmation du fait national. Cela serait perceptible par le souci dès 1793-1794 de préserver les monuments et les archives hérités de l'Ancien Régime, par la poursuite des travaux littéraires sur les troubadours et trouvères, et surtout par l'importance prise par le celtisme.

Ce courant s'était développé avant 1789 mais c'est au cours de la Révolution française, selon J.-Y. Guiomar, que le caractère essentiellement celtique de la France aurait été affirmé comme jamais auparavant. Cela se serait fait dans une dimension universaliste que l'on retrouve chez Nicolas de Bonneville (fondateur en 1790 du Cercle social et auteur de *l'Histoire de l'Europe moderne* en 1789 ; *De l'esprit des religions* en 1791) et chez l'abbé Grégoire, pour qui le français, héritier du gaulois, est la langue de la raison et doit devenir, par les principes de la Révolution, la langue de la liberté. Le celtisme est développé aussi dans une dimension particulariste et permet, en dotant le peuple français d'une origine prestigieuse, de souligner sa grandeur. La voie serait ainsi ouverte à la construction d'une vision entièrement nouvelle du passé, ce qui se serait traduit par le lancement de travaux en histoire, en archéologie et en linguistique pour confirmer l'imprégnation celtique de la France.

J.-Y. Guiomar démontre que la Bretagne, plus qu'aucune autre région française sans doute, a été au cœur des spéculations celtiques. À partir de la croyance que

le breton était une survivance du gaulois, elle a fait l'objet – et surtout la Basse-Bretagne – d'une attention particulière en étant considérée, par sa langue et par ses mœurs, comme le conservatoire des origines françaises. Liée ainsi consubstantiellement à la France, elle est en même temps transformée en signe esthétique, qui fascine par son étrangeté, sa sauvagerie, son image de terre du bout du monde, ouverte sur l'océan, l'infini et la mort. Au fil du XIX^e siècle, l'intérêt pour la question celtique aurait fait naître deux tendances en Bretagne. Il y a tout d'abord ceux qui à la suite de Cambry s'intéressent au celtisme dans une perspective républicaine et dont J.-Y. Guiomar considère « qu'ils ont tenté de fonder leur vision du progrès dans des termes nationalitaires, à la fois culturels et ethniques » : c'est le cas de Souvestre, qui, marqué par le saint-simonisme, affirme dans les *Derniers Bretons* (1836) que « le peuple breton des campagnes est porteur de valeurs égalitaires et associatives venues du fond des temps, qu'il faut développer à la lumière des idées modernes et des progrès de l'instruction » (p. 171) ou de Guillaume Lejean qui rédige des notices pour la *Biographie bretonne* de Prosper Levot. C'est dans cette mouvance que l'on trouve ceux qui sont les premiers à s'intéresser à l'histoire de la Révolution en Bretagne : Armand du Châtellier, animateur de la Société d'émulation fondée à Quimper en 1832, libéral, proche du courant saint-simonien, est l'auteur d'une *Histoire de la Révolution dans les cinq départements de l'ancienne Bretagne* (1836) ; Souvestre publie en 1841 les *Mémoires d'un sans-culotte bas-breton*, alors que Guillaume Lejean fait paraître en 1850 *La Bretagne, son histoire et ses historiens* (il est le premier à présenter Cadoudal sous les traits d'un chouan démocrate). Naît ainsi un courant d'idées, ancré à gauche – mouvance dans laquelle est né le régionalisme –, qui se retrouvera au XX^e siècle chez un militant libertaire comme Émile Masson, qui voulait faire de la langue bretonne une langue d'émancipation politique et sociale, et dans des mouvements comme *Ar Falz*.

Face à lui, se développe le courant bretoniste – avec notamment Aurélien de Courson, La Villemarqué puis La Borderie – qui s'inscrit dans la tradition de la droite française (pour La Villemarqué, les influences sont à rechercher chez Bonald et de Maistre). Les bretonistes opèrent une rupture importante en dotant la Bretagne d'une origine singulière : avec eux, les Bretons ne sont plus considérés comme les héritiers du patriotisme gaulois et des traditions druidiques et bardiques continentales, mais comme les continuateurs des Bretons de la Grande Bretagne qui se seraient installés dans une Péninsule armoricaine presque vide et qui y auraient préservé une culture celtique que le reste de la Gaule, conquise par les Francs, avait abandonnée. Ils s'efforcent aussi de démontrer la perpétuation de cette singularité originelle au fil du temps : ainsi en publiant le *Barzaz Breiz*, qui regroupe des chants allant du V^e siècle à la monarchie de Juillet, La Villemarqué veut prouver que le peuple des campagnes de Basse-Bretagne a constamment gardé en lui un vif sentiment de son histoire singulière. La Borderie, même s'il se montre plus rigoureux sur le plan de la méthode et davantage soucieux de défendre les valeurs catholiques, n'en

partage pas moins avec La Villemarqué les mêmes préoccupations, à savoir le souci de la quête des origines, la volonté de démontrer l'existence d'un peuple breton, de mettre en évidence une continuité historique et d'établir un lien entre passé et présent, la croyance en une primauté du groupe sur l'individu. En tant que tels, La Villemarqué, sur le plan linguistique – il travaille avec Le Gonidec pour épurer la langue bretonne –, La Borderie sur le plan historique, sont pour J.-Y. Guiomar les « pères » du courant nationaliste, voire régionaliste, en Bretagne. Selon lui, le mouvement breton n'existerait pas sans le *Barzaz Breiz*, qu'il présente comme « un monument glacé » et auquel il reproche d'être fermé « du côté de la race, totalité insécable, impénétrable, au lieu de l'ouverture esquissée du côté du peuple, réalité multiforme et connaissable » (p. 184). La Bretagne à laquelle La Villemarqué est attaché – et c'est un point commun avec les nationalistes – ne serait pas celle de l'histoire, dans sa réalité concrète, mais le produit d'une reconstruction qui entend rétablir des choses essentielles supposées présentes dès les origines, que les générations successives n'ont pas su préserver, du fait tout à la fois de leur dégénérescence et de l'oppression qu'elles ont subie de la part des forces extérieures, ce qui permet le développement d'une thématique victimaire.

Les réflexions sur le celtisme conduisent J.-Y. Guiomar à de plus larges considérations sur les notions de peuple, de patrie, de nation, d'État à partir de l'expérience de la Révolution. Pour ce qui est du peuple, il oppose deux conceptions, celle qui repose sur une vision historique, culturelle et ethnique « qui le voit comme un ensemble constitué historiquement, à partir d'une souche commune, et qui des caractéristiques propres : histoire, langue, littérature, religion, habitudes culinaires, vestimentaires, fêtes et jeux ; celle qui découle d'une vision sociale, non pré-déterminée, et qui envisage le peuple comme un groupe d'hommes et de femmes, divers, qui se construit au quotidien au fil de ses combats ». Alors que la première notion porte en germe le principe des nationalités, la seconde débouche sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire à se libérer de ce qui peut les opprimer sur le plan politique et social.

J.-Y. Guiomar définit la patrie comme « le mouvement de la société lui-même dans sa réalité vécue et son autonomie, son ouverture maximale, indépendamment de toute représentation, laquelle est essentiellement référée à la nation, clef de voûte de la souveraineté et donc source de pouvoir » (p. 19). Alors que jusqu'en 1794, la patrie et la nation auraient formé le couple moteur des transformations émancipatrices, les deux notions se seraient ensuite séparées sous l'effet de la guerre extérieure et intérieure (une thématique que J.-Y. Guiomar a traitée dans son ouvrage intitulé *L'invention de la guerre totale : xvii^e-xx^e siècle*, Paris, Éd. Le Félin, 2004) : la nation aurait alors été associée à l'État et serait devenue une instance de représentation, non plus politique et sociale, mais culturelle au service de l'affirmation de la grandeur du seul peuple français. La survivance du courant patriotique, qui aurait empêché les Bourbons, de 1815 à 1830, de revenir politiquement en-deçà de 1789 et à l'Église

de rétablir sa mainmise sur la société, aurait évité pourtant à la France de céder aux conceptions totalement ethniques et culturelles de la nation.

Les deux principes – celui des nationalités et celui du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes – se seraient entremêlés jusqu’à l’écrasement des peuples en 1848-1849. Avec les unités allemande et italienne, le premier aurait pris progressivement le pas sur le second. Il aurait joué un rôle moteur et positif dans l’affirmation des États-nations qui ont vu le jour jusqu’à la Première Guerre mondiale et dans le processus qui, après 1945, a permis aux anciennes colonies de devenir indépendantes. Les mouvements qui se développent depuis les années 1980-1990 dans l’ex-URSS, l’ex-Yougoslavie et dans certaines régions – Flandre, Écosse, Catalogne, Corse –, et à un moindre degré en Bretagne, ne revêtraient, en revanche, aux yeux de J.-Y. Guiomar, aucun caractère émancipateur, mais seraient régressifs en ne jouant que sur l’élément ethnique et sur la reconstruction du passé. Ils auraient pour conséquence, pour reprendre ses propres termes, « de multiplier les entités nationales de plus en plus en plus petites dont la fonction est d’exalter la communion des corps et des âmes et d’en donner en permanence le spectacle, en interdisant par tous les moyens la réflexion sur les fondements de ces entités sacralisées, érigées en œuvres de la nature » (p. 223). La reprise en fin de volume de l’article qu’il avait publié en 1970 dans la revue *Le Mouvement social* sous le titre « Régionalisme, fédéralisme et minorités nationales en France » laisserait penser que J.-Y. Guiomar considérerait cependant toujours comme indispensable « l’établissement d’une société décentralisée et le respect de la diversité des cultures » (p. 293).

Ces quelques remarques ne sauraient épuiser l’intérêt d’un recueil de textes où l’on trouve, outre de nombreux portraits intellectuels d’érudits, de stimulants développements – sur le sublime, sur le processus de transformation de la Bretagne en signe esthétique au XIX^e siècle, sur les parallèles entre déisme et traditionalisme, sur les sensibilités... – et de surprenantes digressions, ainsi celle où il est fait une comparaison entre le trait de Nicolas Poussin et celui d’Olivier Perrin. On y découvre au fil des pages une thèse argumentée, cohérente avec laquelle on peut ne pas être toujours d’accord, mais qui a le mérite d’amener à réfléchir sur des termes qui sont trop souvent reçus sans examen critique, comme ceux de peuple (que l’on songe à l’usage qui est en fait aujourd’hui en Corse par les responsables politiques nationalistes) ou d’identité nationale, à comprendre les évolutions qui se produisent un peu partout aujourd’hui en Europe, à réfléchir sur la question bretonne, point de départ et référence constante, même implicite, du travail de recherche de J.-Y. Guiomar. On peut regretter que l’observation soit uniquement centrée sur les XVIII^e et XIX^e siècles (même si J.-Y. Guiomar invite à faire des travaux sur le XVII^e siècle) et que la réflexion sur la nation ne prenne pas en compte, par exemple, les travaux de médiévistes comme Colette Beaune. Les évocations de notions comme celle de monarchie absolue, de noblesse, d’états provinciaux..., sont quelque peu datées et gagneraient à prendre en compte les recherches des historiens modernistes (Arlette Jouanna...) qui en ont renouvelé l’approche par rapport aux années 1970.

On s'étonne de l'importance du thème de la mort dans les différents articles. Le XVIII^e siècle est ainsi présenté comme le premier siècle à se révolter contre la mort ; les changements de sensibilité qui s'opèrent à la fin du XVIII^e siècle seraient dus au « surgissement tragique de la mort, sa politisation par la terreur et la guerre, et la volonté brutale des déchristianisateurs de l'arracher à l'Église » (p. 105) ; « l'origine du romantisme serait une révolte contre l'anéantissement de l'individu » ; la réussite du *Barzaz Breiz* et la fascination qu'auraient exercée la Bretagne et sa représentation sur le public, à partir de la monarchie de Juillet, ne s'expliqueraient enfin selon J.-Y. Guiomar « que si l'on postule l'existence d'un désir, mieux d'un besoin de jouir au sein de l'espace national français d'un lieu qui fût le garant symbolique de la mort transfigurée » (p. 184). Sur ce dernier point, la vision paraît bien sombre. Mona Ozouf est sans doute davantage dans le vrai quand elle écrit que : « en pourchassant les particularismes, [l'œuvre révolutionnaire] les révèle ; en simplifiant brutalement l'espace français, elle le complique à l'infini ; en combattant la différence régionale au nom de la raison, elle invente le régionalisme du sentiment » (*Composition française. Retour sur une enfance bretonne*, Paris, Gallimard, 2009, p. 204-205). L'intérêt pour la Bretagne ne se réduit pas uniquement à la perspective développée par les bretonistes et n'aboutit pas forcément à un repli sur l'ethnie ou au communautarisme ; il peut aussi être source de vie, de réflexion et de création, matière à émerveillement loin de toute pulsion de mort – même si le lien entre passé et présent se pose inévitablement, tant il est difficile de faire totalement table rase du premier – et ouverture à des considérations plus larges. Comme l'illustre finalement excellemment ce recueil d'articles de J.-Y. Guiomar.

Dominique LE PAGE

Béatrice LEBEL, *Boquen. Entre utopie et révolution (1965-1976)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, 394 p.

C'est une « étonnante aventure monastique et militante », comme la décrit Étienne Fouilloux dans la préface, que Béatrice Lebel décortique dans cet ouvrage. Au tournant des années 1960-1970, l'abbaye cistercienne de Boquen, située à Plénée-Jugon, dans le département des Côtes-du-Nord, devient en effet le centre d'un projet communautaire original et un haut-lieu de la contestation catholique. Cette expérience singulière se développa autour d'un homme, Bernard Besret, qui incarne l'esprit de Boquen jusqu'à son départ, en 1974. Revenu depuis à la vie laïque, l'ancien prieur a déposé en 2001 ses volumineuses archives personnelles au Centre de recherches bretonnes et celtiques (CRBC), à Brest. Plus de 6000 pièces relatives à Boquen, parmi lesquelles figurent les doubles des courriers qu'il envoya, ont ainsi été mises à la disposition des chercheurs. Béatrice Lebel, dans le cadre d'une maîtrise d'histoire réalisée en 2005 à l'Université de Bretagne occidentale, a tout d'abord classé et inventorié ce fonds, puis a décidé d'y consacrer sa thèse, sous la direction d'Yvon Tranvouez. L'importance des archives et du sujet le justifiait